



FR

CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

ANNEXE 3

de la décision de la Commission modifiant la décision de la Commission C(2018)8809 du 14.12.2018 relative au financement du programme d'action annuel 2018 en faveur de la République du Niger

Document d'action concernant l'appui à l'émergence du secteur privé, à l'efficacité et à la qualité du partenariat Niger - Union européenne

1. Le point 5 «Montants concernés» du tableau en première page est modifié comme suit:

5. Montants concernés	Coût total estimé: 8 700 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 8 700 000 EUR
------------------------------	--

RESUME

La phrase suivante est ajoutée :

« Cette action sera mise en œuvre dans un contexte COVID-19 et adaptée si nécessaire pour atteindre son objectif »

1 CONTEXTE

1.1 Contexte sectoriel/national/régional/domaine thématique

2. Cette partie est modifiée comme suit:

«Le contexte général du Niger prévalant depuis la signature du PIN en 2014 reste marqué par des défis sécuritaires dans les régions du Nord, à Diffa et Tillabéry. Malgré la réduction temporaire des attaques de Boko Haram sur le territoire national (région de Diffa) et des djihadistes du nord du Mali depuis mi-2017 en raison de la coordination des pays du Lac Tchad et du Groupe des cinq pays du Sahel (G5 Sahel), les actions terroristes se sont intensifiées depuis un certain temps. Ces menaces et actions terroristes ont conduit à des déplacements de population, à la saturation de la chaîne pénale, à des perturbations dans les échanges commerciaux et les flux financiers, à un accroissement imprévu des dépenses de l'État (notamment le paiement des salaires et frais de fonctionnement pour les forces de défense et de sécurité) et à des pertes de recettes, qui pèsent lourdement sur la crédibilité et l'équilibre du budget. Les crises sécuritaires et humanitaires au nord-Mali et au nord-ouest du Nigéria ont, en outre, alimenté d'importants flux de réfugiés sur le territoire national (environ 200 000 réfugiés et déplacés sur le sol nigérien auquel s'ajoutent plus de 30 000 réfugiés dans la région de Maradi ayant traversé la frontière depuis le début de l'année 2019).

La combinaison des facteurs d'insécurité, de pauvreté économique et de crise sociale qui fragilise le Niger est renforcée par son statut de pays d'asile et de transit, et d'axe incontournable pour les migrants dans leur projet de se rendre dans les pays du Maghreb, voire l'Europe. La migration irrégulière, via le Niger, vers la Libye et l'Europe n'a cessé de

s'amplifier depuis ces dernières années avec son cortège de drames humains et ses conséquences socio-sécuritaires. Le nombre des immigrants irréguliers a néanmoins baissé à partir de 2017, en conséquence notamment des mesures énergiques prises par les autorités nigériennes. Par ailleurs, les faibles moyens de l'État pour asseoir son autorité sur un territoire immense rend le contrôle des frontières difficiles, ce qui favorise la circulation transfrontalière des combattants, des groupes armés et des mouvements terroristes et constitue une source d'insécurité et une menace constante à la stabilité du Niger et des pays du Sahel en général. Dans ce contexte, l'État nigérien est particulièrement engagé pour faire face aux nouvelles menaces qui se présentent à lui.

S'agissant du contexte économique, pour l'année 2018 la croissance estimée par le Fonds monétaire international (FMI)¹ du produit intérieur brut (PIB) du Niger se situe à 6.5 %. Les principales composantes du PIB en 2018 sont les secteurs primaire et tertiaire qui représentaient respectivement 43.4 % et 35 % du PIB.

- le secteur primaire du Niger, quasi-totalement informel, est fortement ancré sur l'agriculture qui offre l'essentiel des opportunités d'emploi. Les marges d'amélioration de la productivité de cette agriculture demeurent très importantes du fait des techniques agricoles utilisées, mais aussi des faibles intrants et de la faible qualité. Aussi, la transformation agroalimentaire représente un sous-secteur avec un important potentiel. Il reste néanmoins très informel et insuffisamment développé, très dépendant de matières premières, du coût énergétique, et d'intrants importés ainsi que d'un pouvoir d'achat en moyenne très faible.
- autre filière prometteuse, l'artisanat, largement informel aussi, emploie une part importante de la main-d'œuvre et constitue une source de revenus non négligeable. Pouvant accueillir des jeunes en marge du système scolaire, l'artisanat pourrait être un facteur essentiel de stabilité sociale et d'intégration socioprofessionnelle. Par exemple, la filière du cuir alimentée par un savoir-faire traditionnel et un grand potentiel en ressources animales, constitue l'un des maillons les plus dynamiques et productifs de ce secteur.
- de leur côté les industries extractives ne sont pas en mesure de créer suffisamment d'emplois pour absorber l'arrivée massive de jeunes sur le marché du travail au Niger.

Par ailleurs, même si le Niger a fait de remarquables progrès dans le classement *Doing Business de la Banque mondiale* en sautant 32 places entre 2013 et 2017, de nombreuses entreprises (de toutes tailles) se plaignent d'un climat des affaires inhospitalier, résultat entre autre d'un niveau important de concurrence déloyale du secteur informel, d'importations illicites et non-taxées en provenance du Nigeria et d'une pression fiscale inégalement distribuée. D'autres facteurs expliquant les faiblesses du secteur privé sont les déficiences au niveau du savoir-faire et de la main d'œuvre qualifiée, le manque de compétitivité industrielle, un faible taux de bancarisation ainsi que le coût, l'accès et la fiabilité de l'offre en électricité. Les faibles niveaux d'investissement étrangers et nationaux témoignent également de la dichotomie entre le classement *Doing Business* et la réalité vécue par les entrepreneurs. Ainsi, le secteur privé opère dans un climat d'affaires peu accueillant malgré l'important engagement du président du Niger, notamment à travers le dispositif institutionnel d'amélioration et de suivi du climat des affaires qui suit les réformes *Doing Business*. Ce Dispositif a pour mission d'orienter et coordonner le processus d'élaboration et de mise en œuvre des plans d'action sur le climat des affaires; d'assurer le suivi de la mise en

¹ 2^{ème} Revue du programme FEC FMI, 2019.

œuvre des plans d'actions, d'impulser les structures et les acteurs concernés par l'amélioration des indicateurs du climat des affaires.

En ce qui concerne les investissements, on peut noter la création en 2015 du Haut conseil pour l'investissement au Niger (HICN), rattaché à la Présidence, qui marque la volonté politique des plus hautes autorités du Niger à attirer les investisseurs et à faire du secteur privé le moteur principal de la transformation économique du pays. Le Gouvernement a défini parmi ses priorités centrales la poursuite d'une croissance économique basée sur le développement d'un secteur privé fort et concurrentiel.

C'est ainsi que depuis septembre 2018, l'Agence nigérienne de la promotion des investissements privés et des projets stratégiques (ANPIPS), établissement public à caractère administratif et organe exécutif du HCIN, est chargé de la facilitation et de l'approbation des projets d'investissements ainsi que de la promotion des projets d'investissements et des projets stratégiques au Niger. Elle vise à contribuer à l'instauration d'un cadre incitatif à la réalisation d'investissements privés et de projets stratégiques au Niger, la mise en œuvre du code des investissements, le renforcement de la compétitivité des sociétés installées au Niger, la promotion des projets en partenariat public privé ainsi que la simplification d'un grand nombre de procédures administratives afin de transformer le climat des affaires au Niger.

Au Niger, la croissance économique excède à peine la croissance démographique de 3.9 % (la plus élevée au monde). La forte croissance de la population est la principale menace au développement durable à moyen terme du pays et un facteur à risque pour sa stabilité. Le chômage des jeunes, la prévalence du sous-emploi, les inégalités (liées à l'âge, au genre ou au lieu de vie) dans l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle sont autant de facteurs de frustration, voire d'insécurité au Niger. Ainsi, la moitié de la population a moins de 15 ans et 265 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché de l'emploi. Notre ambition commune est de donner un espoir et un avenir à la jeunesse nigérienne à travers la relance économique, des investissements inclusifs et responsables et du secteur privé.

Ainsi, le pays est classé en dernière position en ce qui concerne l'indice de développement humain (IDH 2018) et en 151^{ème} sur 160 pays classés en ce qui concerne l'indice d'inégalité de genre (IIG), avec des valeurs respectives de 0.354 et 0.649 en 2018 (contre 0.353 en 0.695 en 2015). Le taux de pauvreté est estimé à 45 % en 2014 contre 48.2 % en 2011 et contre 59.5 % en 2008. Il est important de souligner la féminisation de la pauvreté avec un rapport, parmi la population la plus pauvre, de trois femmes pour un homme. En outre, la demande sociale en biens et services publics (éducation, santé, eau, justice, ...) reste encore très forte au Niger même si par ailleurs les indicateurs socioéconomiques ont connu un accroissement significatif sur la dernière décennie.

D'après l'indice de capital humain mis au point par la Banque mondiale, (le Niger occupe la 155^{ème} place sur 157 pays considérés) sur les indicateurs pris en compte:

- L'indice de capital humain indique qu'un enfant né au Niger aujourd'hui a seulement 32 % de chance de pouvoir jouir d'une éducation complète et d'une santé parfaite (32 % pour les garçons contre 31 % pour les filles),
- La probabilité de survie jusqu'à l'âge de 5 ans est de 92 % des enfants (91 % des garçons contre 92 % des filles).
- Les années prévues d'école: au Niger, un enfant qui commence l'école à l'âge de 4 ans a une probabilité d'effectuer une scolarisation de 5,3 ans arrivé à l'âge de 18 ans. (5.8 pour les garçons contre 4.9 pour les filles).

La prise en compte du genre, au plan national, s'est affirmée à travers les résolutions suivantes: - l'État veille à l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard de la femme, de la jeune fille et des personnes handicapées; les politiques publiques dans tous les domaines assurent leur plein épanouissement et leur participation au développement national;

- l'État prend, en outre, les mesures de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants dans la vie publique et privée. Il leur assure une représentation équitable dans les institutions publiques à travers la politique nationale de genre et le respect des quotas. Dans cette optique, le programme *Initiative Spotlight* a été formulé en collaboration les différents partenaires techniques et financiers (PTF) (le système des Nations unies et l'UE) d'une part et la promotion de la scolarisation des filles d'autre part.

Des efforts importants ont été faits pour améliorer les conditions de vies des hommes et des femmes. Au plan légal et institutionnel, ces efforts ont porté sur l'adoption de la Charte nationale pour l'amélioration de l'image de la femme dans les médias signée le 12 mai 2011 et la loi n°2014-72 du 20 novembre 2014 relative aux juridictions pour mineurs. Au plan opérationnel, on peut noter la mise en œuvre des programmes et stratégies tels que la stratégie genre et islam, la stratégie école de maris, l'initiative pour les adolescentes du Niger, ou encore la mise en œuvre des programmes de sensibilisation pour un changement de comportement.

Malgré les récentes résolutions adoptées par le Niger en 2017 (stratégie nationale de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre; le décret sur l'extension de la scolarisation des jeunes filles du 5 décembre 2017 portant sur la protection; le soutien et l'accompagnement des jeunes filles en cours de scolarité; la politique nationale genre) il existe des sujets récurrents cantonnant les femmes et filles nigériennes dans un état chronique de pauvreté, fragilisant les relations de genre et défavorables à celles-ci.

Le statut juridique de la femme nigérienne, en l'état actuel, ne correspond pas au principe d'égalité et d'équité énoncé dans la Constitution et que l'on retrouve dans les traités et conventions spécifiques aux femmes auxquels le Niger a souscrit.

Au niveau des droits humains, la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) insiste pareillement sur les points cités ci-avant et rappelle l'important volet relatif à la liberté d'expression ou d'opinion, que les autorités administratives concernées doivent mettre en œuvre afin de concilier le principe du respect de l'ordre public avec le libre exercice de ces droits.»

1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE

3. Le texte suivant est ajouté:

«Cette action est également alignée avec l'axe thématique III du Plan d'action Genre² de l'UE (2016-2020), sur les droits économiques, sociaux et culturels et l'autonomisation économique et sociale des femmes et des filles. D'autre part, ce renforcement sera en phase avec les recommandations des Nations unies sur les principes recteurs en matière d'entreprise et de droits humains.»

1.1.2 Analyse des parties prenantes

4. Cette section est modifiée comme suit:

² <https://www.consilium.europa.eu/media/24467/st13201-en15.pdf>

«Les acteurs des secteurs d'intervention de coopération/gestion de l'aide extérieure en cours et en préparation sont: les agents des administrations/autorités centrales et locales, les représentants de l'Assemblée nationale, la société civile (particulièrement celle qui représente les droits des femmes et des personnes en situation de vulnérabilité), les organisations professionnelles, les opérateurs économiques et les acteurs du secteur privé d'une manière générale mais également les institutions financières nationales et régionales. L'ensemble de ces acteurs seront parties prenantes à la mise en œuvre de cette facilité de coopération technique. Une analyse des capacités des parties prenantes (titulaires de droits et détenteurs d'obligations, secteur privé, société civile, etc.) pourra s'effectuer au démarrage du projet, afin de mieux comprendre auxquels besoins répondent les renforcements de capacités planifiées à travers cette action.

À travers ce projet, c'est l'ensemble de la population nigérienne, en tant que titulaires de droits, qui devrait tirer parti d'une mise en œuvre plus efficace de la coopération européenne.

Néanmoins, les principaux bénéficiaires de ce projet sont les services de l'ordonnateur national (ON) et les services techniques des ministères sectoriels chargés de la coopération «FED» au Niger (cellule d'appui à l'ON) qui seront renforcés pour permettre à l'ON de mieux exercer ses fonctions et tâches spécifiées dans l'accord de Cotonou révisé et au gouvernement dans son ensemble à mettre en œuvre de façon efficace et efficiente les actions d'appui financées par le 11^e FED et les appuis dans le contexte du futur cadre de coopération UE-Niger. Enfin, les résultats du diagnostic et de l'analyse institutionnelle de la cellule union européenne (CAON) lancée par la Délégation de l'UE, seront internalisés lors de la mise en œuvre du programme post Cotonou.»

1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes

5. *Après le second paragraphe, le paragraphe suivant est ajouté:*

«Dans cette optique et avec la ferme volonté de mettre en pratique les préceptes et les principes de l'approche basée sur les droits, une attention particulière devra être portée par les services de l'Union européenne et l'ON pour la mise en œuvre d'une politique de ressources humaines sensible aux droits et au genre aussi bien dans les instances administratives que dans les projets et initiatives inscrits dans le cadre de ce programme.»

2 RISQUES ET HYPOTHESES

6. *Dans les hypothèses, le texte est remplacé comme suit:*

«- volonté de l'État de coopérer notamment dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, le renforcement de la démocratie et le développement du secteur privé;

- ouverture de l'État à maintenir et renforcer un dialogue politique de qualité sur les secteurs couverts par la coopération UE ainsi qu'avec le secteur privé;

- priorité donnée par l'État à l'intégration du genre à travers la mise en œuvre des actions prévues par la politique nationale du genre et autres actions transversales contenues dans les autres stratégies sectorielles.»

3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés

Cette partie reste inchangée.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

7. *Le premier paragraphe est modifié comme suit:*

«Le projet vise à renforcer les capacités de mise en œuvre des activités financées à travers le FED, il est complémentaire à tous les autres projets et programmes issus de cette source de financement notamment ceux du portefeuille du FED et du Fonds Fiduciaire d'Urgence (aides projets et programmes d'appui budgétaire) ainsi que de ceux des autres PTF. Il convient en particulier de souligner que le Niger fait partie des pays du G5 Sahel; il a aussi bénéficié du Programme mondial pour l'éducation (PME) ainsi que le Fonds d'urgence pour la migration. La programmation conjointe avec les États membres de l'Union européenne va contribuer à renforcer la complémentarité et les synergies entre les projets financés par le FED et les États membres.»

3.3 Questions transversales

Cette partie reste inchangée.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

Cette partie reste inchangée.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Cette partie reste inchangée.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

8. *Cette partie est modifiée comme suit:*

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 48 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

5.3 Modalités de mise en œuvre de la composante à l'appui budgétaire

Cette partie reste inchangée.

5.4 Modalités de mise en œuvre

Le texte reste inchangé.

5.4.1 Subvention: octroi direct « appui au fonctionnement et aux activités de la cellule d'appui à l'ordonnateur national » (gestion directe)

Cette partie reste inchangée.

9. *Le paragraphe suivant est introduit:*

5.4.2 Passation de marchés (gestion directe)

Objet	Type indicatif (travaux, fournitures,	Trimestre indicatif pour le lancement de	Montants (EUR)
-------	--	---	-------------------

	services)	la procédure	
Composante 1 - Produits 1.1 – 1.4 (en fonction évaluation en cours et post-Cotonou)	Services (plusieurs contrats)	2020 – T2 – 2021 – T2	100 000
Composante 2 - Produits 2.1 – 2.8	Services (plusieurs contrats)	2019 T4 – 2022 T4	4 000 000

5.4.3 Gestion indirecte avec le pays partenaire

10. Cette partie est renumérotée et reste par ailleurs inchangée.

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

Cette partie reste inchangée.

5.6 Budget indicatif

11. Le tableau est remplacé par le tableau suivant:

	Contribution de l'UE (en EUR)
5.4.1 Subvention(s) de fonctionnement: octroi direct cellule d'appui à l'ordonnateur national (gestion directe)	1 200 000
5.4.2 Passation de marchés (gestion directe)	4 100 000
5.4.3 Gestion indirecte avec le Niger	2 100 000
5.9 – 5.10 Évaluation et audit	300 000
5.11 Communication et visibilité	500 000
Imprévus	500 000
Totaux	8 700 000

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Cette partie reste inchangée.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Cette partie reste inchangée.

5.9 Évaluation

12. Le dernier paragraphe est modifié comme suit:

«À titre indicatif, seront conclus 2 marchés de services d'évaluation au titre d'un contrat-cadre en 2020-2021.»

5.10 Audit « est modifié comme suit »

13. Le dernier paragraphe est modifié comme suit:

«À titre indicatif, il sera conclu 1 marché de services d’audit au titre d’un contrat-cadre au cours de l’année 2021.»

5.11 Communication et visibilité

Cette partie reste inchangée.

6 CONDITIONS PREALABLES

Cette partie reste inchangée.

APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE

Cette partie reste inchangée.